Relation historique
des
Evenements de l'Election
etc.

—

Episode propre a faire
connaitre l'esprit public
dans le
Bas Canada.

—

Montreal 1835

F5012
1835
R382

The EDITH *and* LORNE PIERCE
COLLECTION *of* CANADIANA

Queen's University at Kingston

EVENTS WHICH CONTRIBUTED
IN PART TO THE 1837 REBELLION.

[Gronderol, J. J.]

75.—

F2590

Not in TREMAINE
" GLAGNON
CASEY
TR

8/1

RELATION HISTORIQUE

DES

ÉVÉNEMENTS DE L'ÉLECTION

DU COMTÉ DU

Lac des Deux Montagnes,

EN 1834.

ÉPISODE

PROPRE A FAIRE CONNAITRE L'ESPRIT PUBLIC

DANS LE

BAS-CANADA.

MONTREAL.

.....

1835.

F5012
1835
R382

INTRODUCTION.

Depuis 1792, le Canada jouit du bénéfice d'une Constitution qui lui permet de participer à la législation du Pays, par le moyen d'une Chambre des représentans, nommés à la majorité des voix, dans chaques Villes et Comtés. Les amis du pouvoir vantent bien haut ce bienfait, prétendant que nous le devons à la haute philantropie du gouvernement Anglais. La vérité est que cette Constitution ne nous fut octroyée que par nécessité; l'Angleterre ne nous la donna qu'à regrets et ses lieutenants, soit par suite des ordres qu'ils reçoivent, soit par leurs propres penchants vers l'administration absolue, ne secondent que trop les intentions de la Métropole, en cherchant à restreindre, chaque jour, l'exercice des droits Constitutionnels. Pour arriver à la preuve de ce qu'on avance ici, que la Constitution ne nous fut accordée par l'Angleterre que par nécessité, il suffira de repasser cette époque de notre histoire. En 1775 les Colonies Américaines, après avoir longtemps et envain sollicité de la Métropole des institutions libérales, forment le projet de résister à l'oppression et de conquérir leur indépendance. La guerre s'établit dans ces contrées jusqu'alors paisibles, et deux années suffirent aux braves Américains, aidés des Français, pour asseoir dans leur patrie un gouvernement libre et Constitutionnel. Ce voisinage était bien dangereux pour le Canada; ses habitans avaient à leurs portes une nation qui venait de se former, qui avait brisé les chaines dont la Métropole prétendait la surcharger, et qui déjà marchait vers la prospérité. Cet exemple pouvait stimuler le peuple Canadien et lui inspirer le désir de se réunir à la confédération Américaine, qui lui tendait les bras. Il pouvait le faire d'autant mieux, que son esprit Français était loin de se trouver en harmonie avec l'esprit Anglais, et que la domination des Bretons pouvait révolter son orgueil d'origine, quand bien même, les principes religieux des dominateurs n'eussent point été en opposition formelle avec ceux des descendans de catholiques. Cependant, le Canadien persévèrant

dans une conscience droite et éloignée de tous subterfuges indignes de l'honneur de sa race, continua à rester fidèle à l'Angleterre; il résista même aux sujestions qu'il reçut à cette époque des Etats-Unis. Il voulut obtenir une Constitution de l'équité de ses protecteurs; il présuma que l'Angleterre, si fière de la liberté Constitutionnelle qu'elle maintenait sur son propre territoire, ne reculerait pas à en accorder les avantages à l'importante Colonie qui lui était soumise depuis 20 ans. En 1784, on commença à pétitionner dans la Colonie, pour obtenir une Constitution de la Métropole. Pendant 6 ans cette dernière fut sourde aux prières des Canadiens; mais enfin, comprenant qu'une plus longue résistance amènerait la perte du Canada et sa réunion à l'Union Américaine, elle se décida à faire ce qu'elle n'eut peut-être jamais accordé dans toute autre occasion. Une autre circonstance vint sans doute encore influer sur les décisions de l'Angleterre. Depuis 1787, une révolution s'était opérée en France; le peuple y avait repris ses droits, le système Constitutionnel y avait étendu son empire, et la coincidence d'origine entre les Français et les Canadiens, devait faire vibrer, dans les cœurs de ces derniers, la cloche funéraire des dominations absolues. En 1791, le Parlement Britannique mit la dernière main à la Constitution du Bas-Canada, et une charte Constitutionnelle fut publiée dans cette Province. Mais, en concédant cette faveur, l'esprit de domination Breton s'y fit remarquer; les législateurs Anglais eurent soin d'établir des contrepoids tels, qu'ils pussent à volonté rendre nulle la faveur qu'ils semblaient accorder. Ainsi les pouvoirs de la Chambre des Communes Canadienne furent libellés avec tant d'ambiguité qu'on pouvait les interprêter de différentes manières, et retrécir les attributions de cette première branche de la Législature. Ainsi une espèce d'aristocratie fut établie par une Chambre Haute, appelée Conseil Législatif, de manière à annuller toutes les mesures prises par la Chambre Basse, qui contrarieraient les vues de l'Administration. La Constitution fut donnée pour appaiser le peuple, pour l'endormir au nom de la liberté; mais non pour reconnaître au peuple la portion de souveraineté qui lui appartenait; mais non pour assurer au Pays tout le bien qu'il devait retirer d'une si belle Institution.

Longtemps cependant le Pays a joui, sans troubles, du droit d'Election ; longtemps il a pu suivre ses inclinations, en envoyant à la Chambre des hommes qui pouvaient soutenir avec fermeté les intérêts populaires, et lutter avec quelque avantage contre les pièges qui leur étaient sans cesse tendus par l'Administration, afin de se soustraire à un contrôle qui la contrariait et qui élevait la prétention de la réduire aux limites assignées par la Constitution.

La protection, ou pour parler plus exactement, la domination Anglaise sur le Canada, attira d'autres maux à sa suite. Une foule de Bretons s'empressa d'aborder dans la nouvelle Colonie Britannique, afin d'en exploiter tous les avantages. Les places fructueuses de l'Administration leur furent distribuées avec profusion, et ils continuèrent à les occuper, à l'exclusion des anciens du pays, qui furent éloignés, autant que possible, de toutes les positions où ils eussent pu être utiles à leurs concitoyens, ou les protéger contre les abus administratifs et judiciaires.

Le gouvernement s'empara de toutes les terres incultes de la Couronne. Ces richesses incalculables, et qui augmentent chaque année en valeurs, auraient dû être laissées, au moins en grande partie, au pays ; elles eussent servi à y apporter des améliorations dans toutes les branches ; des routes eussent été percées, des ponts bâtis, des ports ouverts, des Institutions de bienfaisances établies, des embellissemens faits dans les Villes, des Eglises Catholiques construites, des Ecoles fondées dans tous les villages, des Collèges entretenus ; enfin une foule de choses qui aujourd'hui nous manquent, et que le défaut de fonds nous forcent à négliger, eussent été faisables avec les argents provenants des terres publiques, et eussent amené dans la Province les perfectionnemens qui avancent la civilisation des nations. Un peuple voisin peut nous servir d'exemple sur ce qu'il eut été possible de faire dans notre propre Pays, si le système Constitutionnel y eut été scrupuleusement suivi, et si le gouvernement nous eut laissé la disposition des terres Nationales. Les Etats-Unis d'Amérique, dans le même espace de temps pendant lequel nous avons été forcés à rester stationnaires, ont apporté chez eux des améliorations infinies, qui les mettent aujourd'hui presqu'au même rang

que les nations Européennes les plus anciennes. A quoi doivent-ils ces avantages et cette gloire? A un système Constitutionnel bien établi et suivi avec bonne foi; aux richesses territoriales dont le Pays peut disposer chaque jour, et qui loin d'être la pâture d'un petit nombre, sont les trésors de la communauté.

Il est inoui de voir un monarque s'emparer de toutes les terres d'un Etat et les exploiter à son seul profit. Dans tous les Royaumes, les terres qui n'ont encore aucuns propriétaires, deviennent terres Nationales; elles forment le trésor commun, elles sont amenagées pour le profit général, elles ne sont vendues qu'au nom de la nation, et ce sont tous les citoyens qui en touchent le prix, par les améliorations que les sommes qu'on en retire permettent d'introduire dans le Pays. Ici c'est tout le contraire, les richesses territoriales ont été enlevées au Canada, la puissance en a fait un gaspillage honteux en en distribuant une grande partie à ses créatures, qui sont en majeure portion des gens nés hors de la Colonie; 94 personnes en ont obtenu de cette sorte 2,980,679 arpens à titre gratuit; et les hommes qui se sont ainsi engraissés des biens publics, n'en sont pas devenus meilleurs amis du peuple. Le reste des terres, si mal à propos appelées terres de la Couronne, vient d'être concédé à une compagnie de spéculateurs de la Métropole, qui doivent faire des bénéfices immenses, sans que le peuple Candien puisse en profiter; puisque ces bénéfices ne se dépenseront point dans la Province, qu'ils ne se réaliseront point pour les citoyens du Pays. Mais un but politique a été attaché à cette mesure, prise par l'Administration Coloniale. L'esprit croissant des Canadiens et leur penchant vers la légalité effrayent les Bretons; ils veulent coloniser notre sol de leurs propres enfants, afin d'obtenir une majorité de population assez forte pour balancer les élections du Canada; puis ensuite, à force d'oppression, contraindre les descendans des Français, les hommes qui professent une religion contraire à la leur, à abandonner le lieu de leurs naissances, la place ou reposent les ossemens de leurs pères, la terre qu'ils regardent comme une Patrie Sainte et attachante. La population Canadienne est trop considérable pour que les Bretons se permettent sur elle les horreurs qu'ils ont exercé sur les Acadiens; mais avec du temps, de l'adresse, et de la patience, ils arriveront aux mêmes

résultats, et bientôt le titre de Canadien, qui comporte avec lui le souvenir du titre si honorable de descendant de cette grande nation Européenne, les Français, disparaîtra du livre des peuples contemporains.

Par suite des facilités accordées par l'administration à l'établissement des Bretons dans notre Colonie, ils vinrent en foule tenter la fortune dans nos climats ; les places de toutes espèces furent bientôt remplies par ces nouveaux arrivés, mais ce n'était pas assez pour la cupidité Bretonne ; d'autres vinrent prendre racine dans nos villes, ils furent poussés et soutenus par leurs compatriotes, et sourdement, tendirent si bien leurs filets, qu'ils se glissèrent dans toutes les professions et qu'ils s'emparent entièrement du commerce tant extérieur qu'intérieur. Les Canadiens par leur indolence prêtèrent eux-mêmes les mains à la fortune des Bretons, ils se retirèrent du commerce, satisfaits de l'honnête aisance qu'ils y avaient acquise, ils ne soutinrent point les jeunes gens qui commençaient alors les affaires et, peu à peu, tous les marchands Canadiens furent remplacés par les Bretons.

Pendant plusieurs années on ne s'apperçut point de ces menées, parce que les Bretons, occupés à assurer leur fortune et ne se présumant point encore en force, se mêlèrent très peu de nos affaires politiques ; les Elections restaient pures de leurs intrigues, parce qu'ils n'eussent eu aucune chance à en faire, parmi une population des neuf dixièmes plus forte qu'eux. Mais depuis cinq à six ans, ils commencèrent à lever la tête et cherchèrent à faire courber celles de tous les enfans du sol. Qui peut donc, leur donner une telle audace, car ils ne sont pas encore à égalité de nombre avec les Canadiens ? C'est à la fois le pouvoir des places, qu'ils tiennent d'un Gouvernement complaisant vis-à-vis d'eux seuls ; le pouvoir de l'argent, non d'un argent réel, mais d'un crédit fictif ; et enfin notre propre insouciance pour les intérêts du Pays. Avec les places, nos ennemis se rendirent maître des hommes qui exercent sous leur direction, et ceux-ci, voyant leur conscience mise en balance avec la faim, et le sort de leur famille mis en péril, cèdent à la cruelle nécessité d'une soumission passive aux ordres de la Bureaucratie. L'argent, ce mobile de toutes choses et trop souvent de toutes les actions, est l'un des plus puissants auxilliaires des Bretons. Ils ont établi un système de papier monnoyé,

qui ne repose que sur leur propre crédit, et que nos habitans ont eû l'imprudence de s'habituer à accepter comme argent comptant, quoique ce ne soit point un argent dur ayant cours parmi tous les peuples, et que ce soit au contraire une valeur qui, hors de nos murs, ne serait prise par personne. Ils peuvent à leur gré, avec ces institutions de Banques qu'ils dirigent, favoriser les leurs, en leur procurant des fonds pour toutes les opérations qu'ils entreprennent, ou écraser leurs opposans, en leur retirant toute escompte. Notre insousciance personnelle dans les premiers temps, n'a que trop prêté la main aux fléaux qui nous assaillent maintenant. Si, dès l'origine, nous eussions montré plus d'esprit public, si dans le commencement, nous nous fussions soutenus comme nous le faisons actuellement, les Bretons n'eussent point atteint à l'apogée de leur prospérité, ils ne se serviraient point aujourd'hui des armes que nous leur avons laissé prendre, pour nous asservir, pour exiger que notre grande majorité ploye sous leur foible minorité.

Jamais l'arrogance des Bretons ne s'est fait plus remarquer que dans notre dernière élection. En 1832, ils avaient déjà tenté leurs forces ; aidés des magistrats qu'ils avaient à leur discrétion, ils cherchèrent à amener un conflit entre les Canadiens et leurs opposants, pour avoir occasion d'appeler les troupes Britanniques, qui devaient respecter le sanctuaire du poll, qui ne pouvaient se présenter que sur la réquisition de l'officier rapporteur, et qui cependant vinrent faire usage de leurs armes dans les rues d'une ville paisible, sur des citoyens sans défense. Ce fut à ces menées infernales qu'on dut l'assassinat de trois de nos compatriotes, et grâces à la partialité des créatures placées par la faveur du gouvernement, ce sang n'est pas encore vengé, les lois n'ont point frappé les coupables !...

Les événemens qui se sont passés depuis ce temps, la fermeté que montrèrent les députés Canadiens, les résolutions qu'ils passèrent au commencement de 1834, et qui furent approuvées par 100,000 signatures des plus purs habitans de cette province, firent comprendre aux Bretons qu'il fallait tout mettre en œuvre pour obtenir un triomphe dans les élections de 1834.

C'était l'instant le plus important à la Bureaucratie ; si elle pouvait parvenir à faire nommer ses candidats, elle avait une Chambre complaisante, qui s'accordait avec le

Conseil Législatif, qui secondait les vues du pouvoir. Il devenait facile alors de changer la loi d'élection, de faire prendre des résolutions qui renverseraient tout ce qui avait été fait jusqu'à présent dans l'intérêt du peuple ; et de tellement aménager les choses, que jamais les Canadiens ne puissent reprendre, dans les affaires publiques, l'influence qui leur a toujours appartenue par leur nombre, leur ancienne possession et leur inviolable attachement à la patrie. Une seule Session d'une Chambre bureaucrate suffisait pour détruire les bienfaits qui doivent résulter d'une lutte qui dure depuis tant d'années et qui tire vers sa fin. Si, comme il y avait peu de doutes, le parti patriote conservait son avantage, la réforme continuait, la fermeté des représentans du Canada se retrempait à la confiance de leurs constituans et la Métropole se voyait contrainte à céder à toutes les demandes de la Colonie. Non-seulement la Bureaucratie perdait alors ses places, qui devaient être distribuées par la justice et le bon-sens populaire, non-seulement les Bretons voyaient s'éclipser les faveurs, les profits, les honneurs et avec eux cette prépondérance, cette aristocratie dont ils sont si fiers, mais encore ils assistaient à l'acte d'Equité qui blessait le plus leur jalouse suprématie. Ils étaient obligés de ployer sous la volonté de la majorité, eux qui veulent que leur petit nombre dicte la loi et commande aux masses. Enfin, ils avaient le désespoir d'envisager le Gouvernement, cédant au vœu général, remettre le pouvoir entre les mains des enfans du sol, qu'ils haïssent, autant par esprit de parti politique, que par différences d'origine, de religion, de caractère et d'habitudes.

Trois mois avant l'élection ils dressaient déjà leurs batteries, ils travaillaient les esprits ; leurs journaux semaient le doute et la défiance. Ils animaient les Irlandais Catholiques et Patriotes, et cherchaient à leur persuader que les Canadiens étaient leurs ennemis les plus acharnés. Ils formaient à Montréal cette fameuse souscription de £1,100, qui devaient servir à séduire les avides ou à payer les misérables qu'ils avaient le dessein d'enrôler pour effrayer les électeurs, pour combattre les patriotes, pour assommer des citoyens paisibles ; et, chose étrange, on vit s'inscrire sur cette liste immorale pour des sommes assez importantes des hommes qui peu de jours après firent des faillites scandaleuses. Ainsi, ces imprudens agitateurs faisaient servir

contre la patrie les argents qu'ils tenaient de la confiance de quelques uns de nos concitoyens, qui ne se doutaient guère du mauvais usage que les Bretons en pouvaient faire. D'autres souscriptions eurent lieu à Québec, et partout où il se trouvait des Bureaucrates en nombre suffisant pour tenter une lutte, partout on vit ces sociétés infâmes s'établir, ces argents se recueillir, pour soutenir des projets hostiles à la Colonie.

Ils concentrèrent d'abord leurs forces au Quartier-Ouest de Montréal. Deux raisons leur firent choisir de préférence ce Quartier: ils avaient là leurs plus nombreux partisans, et c'était encore là que se présentait l'homme qu'ils détestent le plus, parce que c'est celui qui s'est montré le plus ardent à la repression des abus; celui qui n'avait jamais pâli, reculé, ni ployé devant la puissance; celui qui avait le plus hardiment dénoncé les ambitieuses prétentions des Bretons; celui dont l'éloquence était la plus persuasive et la plus entrainante; enfin, celui que le peuple regardait comme son chef et son guide le plus sûr. Nous n'avons point à décrire les scènes des premiers jours de cette élection, les assommements tentés, alors que les Canadiens étaient sans défiance; les évolutions des stipendiaires de la Bureaucratie qui, pendant près d'un mois, tinrent une ville capitale dans l'effroi et la confusion. Nous n'avons point à parler des tentatives faites à Québec, car là nous n'aurions qu'à féliciter nos compatriotes de cette ville du courage qu'ils ont montré et du noble exemple qu'ils ont donné. Bien moins encore parlerons-nous des faits qui se sont passés à Sorel, car là nous n'aurions qu'un crime consommé à retracer, nous ne pourrions que verser des larmes sur la mort de Marcoux, sur cet autre martyre du patriotisme; nous ne trouverions que des paroles pour appeler le glaive des lois sur la tête de ses assassins quels qu'ils soient.

Mais parmi toutes ces prouesses du parti anti-populaire celles qui signalèrent l'Election du Comté du Lac des Deux Montagnes, ne sont pas celles qui présentent le moins d'intérêt. C'est là qu'on peut calculer toute la méchanceté qui présida aux complots des Bureaucrates, leurs perfidies, leurs infâmes tentatives, leurs révoltantes provocations et leurs lâches attaques. Ce sont ces événemens que nous avons voulu plus particulièrement retracer, non pas pour apprendre à nos concitoyens des faits qu'ils connaissent

déjà, mais pour que cette relation demeure dans nos annales, qu'elle soit transmise à nos enfans, qu'elle reste comme un monument éternel à la honte de nos ennemis et à la gloire des Patriotes de ce Comté. Les enfans du sol du Lac des Deux Montagnes ont à s'applaudir de leur conduite dans cette circonstance. Ils sont restés les fermes soutiens de la cause du pays; ils n'ont point ployé sous le joug qu'on voulait leur imposer; ils ont, les premiers, donné l'exemple de ce que peut la Canadien contre l'ennemi du pays. Les générations futures les jugeront et ne leur assigneront point la place la plus obscure dans l'Histoire du Canada.

* Ce qui suit a été écrit quelques jours après la clôture de l'élection et est tiré en partie de ce qui en a été publié alors dans la Minerve.

RELATION HISTORIQUE

DE L'ÉLECTION DU COMTÉ DU

Lac des Deux Montagnes.

CETTE élection a commencé à St. André (Argenteuil) le mardi 4 de ~~ce mois~~ Novembre 1834

Après que l'Officier Rapporteur eût rempli les formalités ordinaires, l'assemblée appela à grands cris les deux anciens membres, MM. Girouard et Scott, qui furent forcés de monter sur les hustings et de parler.

M. Girouard d'abord requis de s'expliquer, dit qu'il ne désirait point être élu, comme il l'avait déjà exprimé plusieurs fois tant publiquement que particulièrement à ses amis, qu'il se croyait hors d'état de continuer ses services dans la représentation; que néanmoins malgré ses désirs, et sans sa participation, les électeurs avaient résolu de le réélire avec M. Scott, et l'avaient forcé, malgré lui de se rendre à cette élection; mais que ne se présentant pas, il n'avait plus rien à dire. Et sur les cris répétés de l'assemblée, il s'avança de nouveau pour s'excuser; et alors finit par dire qu'il ne pouvait faire aucune promesse ni prendre aucun engagement, et que les électeurs devaient se contenter de la simple énonciation qu'il faisait d'un principe qu'il professait; c'est que la volonté du peuple est souveraine; et qu'il ne pouvait nier au peuple le droit d'imposer tel devoir que ce soit à un citoyen.

Ensuite il reprocha aux Messieurs de St. André leur conduite depuis la dernière session, les assemblées exclusives qu'ils avaient tenues et dans lesquelles ils avaient désapprouvé la conduite de leurs représentans et les procédés de la chambre d'assemblée ; tandis que pas un ne s'était donné la peine de venir à l'assemblée générale du comté, pour y discuter publiquement les questions politiques sur lesquelles ils différaient, qu'ils avaient toujours refusé de se rencontrer avec les électeurs du bas du

Comté, malgré les invitations polies de ceux-ci. Qu'enfin c'était à tort qu'ils reprochaient à leurs frères, du bas du comté, de s'opposer à la nomination d'un membre résidant dans la partie supérieure du Comté ; que quand à lui (M. G.) il serait toujours prêt à donner son appui à un membre de leur choix ; pourvu qu'il eût des principes réformistes et que sa conduite publique pût donner des garanties suffisantes.

Que la partie du comté où il fesait sa demeure était à la vérité peuplée par des Canadiens d'origine Française ; mais que pour cela il n'y avait aucune antipathie nationale de leur part. Qu'il repoussait avec indignation toute distinction d'origine de religion, etc. " Je haïs, j'ab-
" horre, a-t-il dit, le système de ceux qui suscitent et
" nourrissent de pareils moyens de discordes, qui ne
" peuvent que faire le malheur de notre pays, et j'appelle
" à grands cris et de toutes mes forces le jour où nous
" nous donnerons tous la main pour jouir ensemble d'une
" liberté bienfaisante, sous un gouvernement respon-
" sable et purgé des abus crians, que la représentation
" du pays a dernièrement exposés dans un tableau qui
" n'est que l'expression ferme, lumineuse et énergique
" des besoins, des justes plaintes et de la volonté du
" peuple, etc., etc., etc.

M. Scott parla dans le même sens, et fit très bien sentir l'esprit de tolérance et de libéralité de la chambre d'assemblée, dont les électeurs de St. André avaient particulièrement ressenti les effets, dans un bill pour accorder le droit des régistres à l'une de leur communion religieuse ; droit qui leur avait été nié par les cours de justice et que le conseil législatif avait d'abord mis de côté. Que quand aux intérêts locaux, tout ce qui avait été voté d'argent dans la chambre, par les soins de membres dont ils avaient désapprouvé la conduite politique, avait été pour cette partie du Comté, sans que les Canadiens en eussent un seul sol. Qu'ils avaient obtenu des bureaux d'enrégistrement, etc. et qu'ils n'avaient rien obtenu lorsqu'ils avaient eu des membres plus particulièrement de leur choix, comme en 1824. Que quand à lui, il avait toujours dit qu'il ne désirait pas se présenter ; mais que la grande majorité des électeurs n'ayant pas voulu faire d'autre choix, il se voyait forcé d'obéir au vœu public, quoique l'état actuel de ses affaires ne lui permettrait

peut-être pas d'être aussi assidu au parlement qu'il l'avait été auparavant.

Ces Messieurs furent vivement applaudis, et l'on n'entendit aucune voix en appeler d'autre.

Cependant M. Brown s'avança et dit qu'il se présentait, qu'il espérait avoir le soutien des Canadiens, qu'il était Canadien d'affection depuis 40 ans qu'il demeurait dans le pays, qu'il y en avait même plusieurs devant lui dans les veines desquels son sang coulait, etc. (éclat de rire.)

Mr. Globensky vint ensuite dire qu'il n'avait pas demandé à être élu, mais qu'un nombre de respectables habitans de St. Eustache l'ayant invité à se présenter, il avait cru devoir se rendre à leur invitation, et que c'était uniquement pour cela qu'il était venu à l'élection.

M. Globensky fut suivi de MM. McVicars, Davis et Baron, qui, sans discuter aucune question de politique, firent l'éloge des anciens membres et rendirent justice à leur assiduité et aux soins particuliers qu'ils avaient pris des intérêts du Comté. Ils se retranchèrent seulement sur ce qu'il était juste qu'on leur laissât le choix d'un membre chez eux, et parlèrent d'une prétendue promesse que feu le Dr. Labrie leur avait faite à ce sujet, avec d'autres Messieurs du bas du Comté.

Néanmoins, personne ne se prononçant en faveur de MM. Brown et Globensky, l'officier rapporteur fut sur le point de proclamer les anciens membres, et ce ne fut qu'après quelqu'hésitation que M. Brown demanda le poll, avec M. Globensky.

A deux heures après midi le poll s'ouvrit, et l'on commença à prendre les voix. Vers 3 heures MM. Girouard et Scott avaient déjà recueilli 91 voix, et les candidats opposans n'en avaient que 27, lorsqu'il s'éleva quelques difficultés dans le moulin à papier de M. Brown où se tenait le poll, causées par quelques partisans de MM. Brown et Globensky, qui frappèrent les Canadiens à coups de bâtons. Aussitôt l'officier rapporteur, sans vouloir interposer son autorité et faire le moindre usage des pouvoirs que la loi lui confère, ajourna le poll.

Dès ce moment les affaires changèrent de face. Ceux même de St. André, qui avaient tourné M. Brown en ridicule, et qui n'auraient jamais voulu le mettre en avant comme leur candidat, parurent se réunir et se concerter pour le faire élire en l'associant à M. Globensky. La

conduite de l'officier rapporteur leur était on ne peut plus favorable. Par son ajournement, plus de 200 Canadiens, qui étaient venus pour donner leur voix en faveur des candidats populaires, s'en étaient allés chez eux pour labourer leurs terres. L'officier rapporteur avait dit qu'il clôrait le poll plusieurs jours d'avance à St. Eustache, afin d'avoir le temps d'envoyer son rapport pour le terme fixé par le writ, et il parait qu'on avait commencé à dessein l'élection le mardi au lieu du lundi, dans la vue de donner aux Canadiens le moins de jours possible, à la seconde place de poll, (St. Eustache) où l'on savait qu'ils auraient certainement le dessus. Bien plus, l'on prétendit que les habitans de Gore avaient droit de voter à l'élection, quoique d'après les termes exprès du Statut 9e. Geo. IV, chapitre 73, les cartes de Bouchette et de Saxe, cet endroit se trouve faire partie du comté de Terrebonne ; et en effet on les vit ensuite venir voter en grand nombre, malgré les réclamations des candidats populaires. Enfin il fut résolu, par MM. Brown et Globensky et leurs partisans, de s'emparer du poll par force, pendant les six jours donnés par la loi à la première place de poll.

On vit donc arriver tous les jours, de Gore, de Chatham et de Grenville, nombre d'Ecossais et d'Irlandais *Orangemen*, tous armés de bâtons longs et gros, pour donner leur voix à MM. Brown et Globensky, et pour insulter aux Canadiens et à leurs candidats de la manière la plus violente; frappant à droite et à gauche et injuriant impunément tous ceux qui n'étaient pas de leur parti. L'un d'eux put dire à son compagnon, à la barbe de l'officier rapporteur, " si M. Scott s'avise de te faire quelque question, donne lui ton bâton dans l'œil." Plusieurs en voyant la Bible garnie d'un Crucifix, s'écrièrent : "*turn down that cross*," et autres indignités semblables. On vit M. Brown et ses partisans amener ses Ecossais et ses *Orangemen* par-dessous le bras, donner lui-même leurs noms à l'officier rapporteur, et comme ils ne pouvaient prononcer le nom " Globensky," il fut entendu avec l'officier rapporteur, malgré les réclamations de MM. Scott et Barcelo, qu'il suffirait à ces gens là de dire : *I vote for Mr: Brown and Colleague.*

Tous les jours, les Canadiens, qui venaient voter pour MM. Scott et Girouard, ne pouvaient approcher du

poll ou y entrer, que par une permission spéciale et une protection affectée de la part de MM. Brown, Davis, Laronde, McVicars et le colonel Hertel, qui lorsqu'ils les voyaient augmenter en nombre, donnaient le signal à leurs satellites munis de bâtons; et les Canadiens n'étant point accoutumés à ces sortes de combats, étaient obligés de s'en retourner.

Les mêmes Messieurs de St. André, eurent l'hypocrisie d'avertir MM. Scott, Barcelo et Dumouchel, qui ont constamment resté au poll, de se tenir sur leurs gardes, qu'on leur en voulait et qu'ils craignaient pour eux; parce qu'ils ne pouvaient répondre de la brutalité de ces *bullés*, de ces assommeurs, qu'eux-mêmes faisaient venir armés de bâtons, qu'ils avaient sous leurs ordres et à leurs gages. On les vit même affecter de reconduire à leur auberge, M. Scott et ses compagnons, comme pour leur servir de sauve-garde.

Cependant le bruit s'était répandu dans St. Benoit, Ste. Scholastique et St. Eustache, des mauvais traitemens qu'éprouvaient les Canadiens à la première place du poll. Dimanche 9 Janvier, M. Globensky étant venu à St. Eustache pour ~~converser,~~ et ayant ôsé, après la messe, s'adresser aux habitans pour leur lire un passage de l'*Ami du Peuple*, il en fut chassé avec indignation, et on lui reprocha publiquement que, vivant avec les Canadiens, il était affreux de sa part de faire cause commune avec ceux qui cherchaient à les assommer; on lui reprocha aussi d'avoir eu l'inhumanité d'applaudir et de raconter avec complaisance, comment un nommé FRASER avait abattu à ses pieds cinq Canadiens.

On savait aussi qu'il avait été projeté à St. André de traîner MM. Scott et Barcelo à la rivière, lors de ~~la tenue~~ l'ajournement du poll, le lundi suivant. Dans une orgie qui avait eu lieu chez l'une des parentes connue des candidats, et où s'étaient trouvés des frères et des partisans de M. Globensky, ce bruit avait été confirmé. On y avait crié en propres termes, *à bas les Canadiens*, on avait fait l'éloge des *Orangemen* à bâtons, et résolu de maltraiter MM. Scott et Barcelo.

Un certain nombre d'Irlandais catholiques de St. Colomban, ayant aussi appris ce qui se passait, se joignirent à un bon nombre de leurs amis Canadiens de Ste. Scholastique et de St. Benoit et se rendirent à St. André,

non pour avoir vengeance des *Orangemen*, mais pour protéger MM. Scott, Barcelo et Dumouchel qui, depuis le commencement de l'élection, avaient eu le courage pour soutenir la bonne cause, de tenir le poll, malgré toutes les insultes et les outrages dont on les abreuvait. Ils y arrivèrent donc paisiblement et sans aucuns bâtons.

Les partisans de St. André, voyant une force capable de leur résister et s'appercevant que parmi les Canadiens, il y avait un bon nombre d'Irlandais catholiques qui, mieux instruits que les premiers dans la tactique des élections, sauraient bien se défendre, s'ils étaient attaqués ; feignirent la modération et engagèrent leur honneur qu'il n'y aurait aucun trouble de leur part. Ils laissèrent même entrer les Irlandais pour donner leur voix, sans leur faire le moindre mal. On les crut malheureusement sur leur parole et d'après les apparences, sans se douter du *guet à pens* qu'ils préparaient et du massacre qu'ils projetaient de faire des Canadiens, dont une partie s'en était déjà alée avec leurs amis Irlandais.

A l'ajournement du poll, il y eut une longue discussion, car l'officier rapporteur qui était complètement ivre, voulait, à toute force, ajourner le poll à vendredi.

Ce qui donnait à M. Globensky, son beau frère, un très grand avantage, vû le jour prochain fixé pour le retour, et la probabilité que les Canadiens ne pourraient avoir le temps de gagner la majorité à St. Eustache : MM. Brown et Globensky se trouvaient avoir lors de l'ajournement, une majorité de 290 voix, quoiqu'en grande partie factice, en raison des voix des habitans de Gore et de plusieurs autres non qualifiés. Les suffrages étant à l'ajournement comme suit :

M. Scott, - - -	416
M. Girouard, - -	416
M. Brown, - -	706
M. Globensky, -	698

Ce ne fut qu'après bien des contestations et la menace faite par M. Scott de poursuivre la nullité de l'élection, si l'on ajournait au-delà du terme prescrit par la loi, et sur le consentement que donnèrent quelques-uns de nos opposans à l'officier rapporteur, que celui-ci griffonna, comme il put, l'ajournement, sur le livre de poll, pour jeudi prochain, à St. Eustache, à 8 heures du matin.

Cette discussion avait pris bien du temps, en sorte qu'il se faisait déjà tard, lorsque MM. Scott, Barcelo et Dumouchel, et les Canadiens sortirent du poll. D'après ce qui s'était passé dans la journée, ils s'en revenaient, sans le moindre soupçon, quand tout à coup, ils furent assaillis par des cris féroces et une bande d'Ecossais, armés de bâtons venant derrière eux, tandis qu'une autre bande mise en embuscade, sur un pont plus bas, rendait la retraite comme impossible. Les Canadiens n'ayant ni bâtons, ni aucun moyen de défense, furent obligés de céder ; plusieurs se jettèrent à corps perdu dans les portes et les fenêtres des maisons qui se trouvaient le long du chemin, et l'on doit regarder comme une espèce de miracle, que le plus grand nombre ait pu s'échapper sans être massacré. Plusieurs néanmoins ont été grièvement blessés à la tête et dans d'autres parties du corps, mais heureusement que personne n'y a perdu la vie.

En rapportant des scènes d'une nature aussi révoltante, il est sans doute consolant de pouvoir rappeler un trait d'humanité.

Madame Brown, bien loin de partager la barbarie de son mari, avait fait son possible pour empêcher ces violences ; on la vit, avec Mlle. Rachel Brown, sa fille, braver la fureur des partisans de son mari, et de M. Globensky, faire transporter chez elle les Canadiens blessés et couverts de sang, les laver elle-même, panser leurs blessures et chercher à les consoler, adoucir leur douleur et leur prodiguer les soins les plus touchans.

Voici l'état où nous en étions, et, si l'on en croyait les rapports qui circulaient, nous n'avions pas fini d'être en bût à la force brutale, car les mêmes *bullés* et *Orangemen* devaient tous venir à St. Eustache armés de bâtons, et si les MM. Davis, McVicars, Laronde et Globensky, s'entendaient à diriger les furieux sur nos Canadiens, on ne pouvait prévoir quel en serait le résultât.

On a vu que le poll avait été ajourné à St. André, LUNDI le 10, pour JEUDI le 13, à 8½ heures du MATIN, à St. Eustache, seconde place d'Election.

Les partisans Brown et Globensky, fiers d'une majorité factice de 290 voix au-dessus des candidats populaires, majorité obtenue on sait comment à St. André, profitèrent de cet intervalle et de cet avantage apparent pour intimider les Canadiens, et ils cherchèrent à jeter la ter-

reur dans nos campagnes par toutes sortes de manœuvres. Les intrigues mises en jeu pour tromper les électeurs, pouvaient d'autant mieux se disséminer que les familles Globensky et Mackay sont nombreuses, et que les professions de Notaires, Marchands et autres qu'ils exercent, les mettent nécessairement en relations journalières avec nos bons habitans, surtout dans les Paroisses St. Eustache et Ste. Scholastique. On avait appris que LARONDE devait se rendre à St. Eustache avec un parti de trois à quatre cents Ecossais. Les MM. DAVIS et McVICAR amenaient les Orangistes de Gore. Tous ces gens avaient pour la plupart voté à St. André, où on leur avait commandé de venir de la part du Roi, dès les premiers jours de l'Election, avec des bâtons, sous prétexte de *mettre la police*. Le bruit avait aussi été répandu que la Compagnie de Cavalerie, formée par MM. McLEAN, HERTEL, EARLE et autres, précéderait les assommeurs, fantassins, et aurait bon marché des Canadiens; qu'on emploirait contre eux des armes à feu, que des poudres et autres munitions avaient été distribuées; et que les Canadiens feraient bien de rester chez eux. EARLE s'était fait fort qu'avec un petit parti de Cavalerie il s'emparerait du poll et ferait fuir devant lui les Canadiens comme des moutons, fussent-ils dix fois plus nombreux. Enfin on savait, à n'en pas douter, (il y en a des *Affidavits*,) que plusieurs de nos ennemis avaient juré la mort de quelques-uns des principaux supports de la cause populaire, et particulièrement du brave Capitaine SAXTON, de St. Colomban, et du Dr. NOWLAND, de Ste. Scholastique, qui avaient pris une part active dans cette Election.

Outre ces deux moyens, nos ennemis de St. André comptaient sans doute beaucoup sur les partisans nombreux que M. Globensky s'était vanté avoir dans la partie inférieure du Comté, et surtout dans St. Eustache; du moins leur avait-il prouvé qu'il avait en sa faveur une bonne partie du Village de la Rivière du Chêne; car outre sa nombreuse famille, celle des Dumont, des Bellefeuille, les Doherty et Bowies, tous les Cabaretiers du Village lui étaient dévoués, sans oublier un certain personnage, que le respect que nous portons au corps vénérable et vertueux auquel il appartient, nous empêche de nommer. Pour celui-ci, il avait fait usage de-

puis longtemps de toutes sortes d'intrigues pour tromper ses bons habitans, et avait employé tout ce qu'il avait de talents et de pouvoir pour répandre partout la calomnie sur la représentation du pays, et pour faire triompher chez les ennemis de ses compatriotes. Cet homme a agi, avec une fureur et un acharnement sans exemple, dans l'intérêt anti-Canadien, surtout depuis le célèbre bill qui

« A changé la politique
« Du Curé et du Bedeau. »

tellement que ses supérieurs avaient, il paraît, crû devoir interposer leur autorité. Du moins a-t-on sû : qu'un beau jour plusieurs habitans étant allé chez lui pour le consulter, sa bonne maman leur dit qu'il était absent : et elle ajouta avec la bonhomie et l'ingénuité qui caractérise cette respectable vieille : " Mes chers petits amis, attendez-le si vous voulez, mais si c'est sur la politique " que vous voulez lui parler, vous pouvez vous en aller ; " parce que depuis qu'il a vu l'Evêque à Montréal il ne " peut plus s'en mêler." Il est pourtant notoire qu'il n'a cessé de travailler, en toute occasion, et même avec passion, contre la cause populaire, de concert avec ses amis les Dumont, Bellefeuille, Globensky, Mackay et Dougherty. Mais arrêtons-nous ici, et jetons un voile de charité sur les égaremens où cet homme est tombé, en cédant à la fougue de ses passions et aux inspirations d'un esprit trop ardent. Jusqu'à ce que nous en ayons des preuves plus certaines, gardons nous d'ajouter foi à ce que rapportent plusieurs, qu'il ait eu l'infamie d'employer, comme l'ont fait malheureusement quelques-uns de ses confrères, les foudres de son Ministère, et d'abuser des choses les plus sacrées pour circonvenir ses Paroissiens. Quoiqu'il en soit, il s'est absenté de la Paroisse pendant la tenue du poll ; c'était une démarche prudente et faite sans doute pour éloigner tous soupçons qu'il ait été participant, soit de conseil, soit d'effets, aux abominations qui ont signalées cette époque. On dit qu'il y est revenu la veille de la clôture, et qu'en apprenant le fait et les résultats de ses intrigues traîtresses et de ses conseils violens, il n'a pu s'empêcher de verser des larmes. Au reste, si les évènemens mémorables de cette Election ne le corrigent pas, il sera encore à même, comme lors de la célèbre assemblée du 14 août dernier, de barbouiller de nouveau

sur le *Journal des meurtres*, des rapports mensongers et des calomnies tant qu'il voudra; même à rimer, avec Laviolette, des chansons, pour se consoler de ses défaites, en commun avec ses amis du Village, Docherty, Dumont, Globensky, Bellefeuille et autres.

Mais revenons à notre Election, d'où nous nous sommes un peu écarté en fesant cette digression qui n'y est cependant pas étrangère; car elle explique pourquoi, tandis que la presque totalité des habitans Canadiens de St. Benoit, de Ste. Scholastique, de St. Hermas et les Irlandais de St. Colomban, ont généralement agi dans cette Election en faveur de la cause Nationale, on eût la douleur de voir un petit nombre d'habitans de St. Eustache, et particulièrement de la Concession appelée " Petit Brûlé" abandonner honteusement la cause de leurs compatriotes, pour se joindre aux ~~nationalités cor~~ habitans corrompues de leur Village, et s'abaisser à faire, pour ainsi-dire, l'arrière-garde des ennemis dans le combat de vendredi soir. On nous a nommés comme les principaux, les St. Jacques, Clément, Lapointe, Lefèvre, Laplante et les Juliens. A Dieu ne plaise que nous voulions appeler sur leurs têtes la vengeance et la haine de leurs voisins. Il faut leur pardonner; à présent ils ont sans doute regrêt de s'être liés avec des assassins, et de s'être mis dans le cas de porter peut-être le coup mortel à leurs parens et à leurs amis. Ces pauvres gens qu'on avait égarés par des terreurs religieuses s'imaginaient bonnement défendre la *cause de l'Autel et du Trône*. Au reste ils étaient en très petit nombre, et nous nous fesons un plaisir de publier qu'une dixaine d'entr'eux sont venus au poll jeudi et vendredi reconnaître leur erreur et donner leur voix aux candidats populaires.

Heureusement et pour l'honneur de la cause Canadienne, nous n'avons à signaler que cette légère exception, car dans toutes les Paroisses et autres lieux que nous venons de nommer, (y compris l'Ile Bizard,) le dévouement a été général pour la cause commune, et nos habitans ont fait preuve d'un patriotisme et d'une ardeur, dont il n'y a peut-être pas encore eu d'exemple dans ce pays. Il est vrai que nos ennemis avaient tout fait pour exciter une réaction, et dans aucune des Elections précédentes nons n'avions été provoqués d'une manière aussi violente. Le public sait déjà les atrocités commises à

St. André au commencement de cette Election, et surtout au dernier ajournement, où les Canadiens furent sur le point d'être massacrés avec leurs candidats par les assommeurs commandés et stipendiés par MM. Brown, Globensky et ~~autres supports.~~ leurs supports

Les Canadiens se rendirent donc en grand nombre à St. Eustache pour l'ouverture du poll. Le mercredi soir et dans la nuit, plusieurs partis nombreux d'Ecossais et des boulés assommeurs de Gore, d'Argenteuil, de Chatham et de Grenville, étaient arrivés à St. Eustache avec leurs chefs les Davis, McVicar, Laronde, De Hertel et Brown. Ils prirent possession de toute la partie supérieure du Village et de toutes les Auberges sans exceptions, qui leur avaient été assurées d'avance exclusivement. L'ennemi (car d'après ce qui s'est passé nous ne pourrions plus donner d'autre nom à ces enragés, et ce serait assurément abuser des termes que de dire nos antagonistes, nos opposans ou nos adversaires ; ces termes comportent avec eux quelque chose de noble et de capable de procédés généreux, tandis que ces misérables, n'avaient d'autre but que l'assassinat de leurs concitoyens ;) l'ennemi, disons nous, se trouvait donc commander sans opposition toute la grande rue du Village le long de la Rivière du Chêne, depuis chez Hubert Globensky jusqu'au haut, et se voyait maître du Pont qui traverse la Petite Rivière en cet endroit, de la route du domaine, du chemin du Petit Brûlé, d'où les patrouilles continuelles insultaient et incommodaient beaucoup ceux de nos pauvres Canadiens qui s'étaient détachés du gros de leurs camarades.

Quant aux Canadiens, ne pouvant avoir de gîte dans les auberges, un bon nombre d'entre eux se logea dans la salle publique du Presbytère, lieu indiqué pour la tenue du poll ; une autre partie fut reçue chez M. Scott, dans l'ancienne maison de feu le Dr. Labrie, et quelques autres s'en furent chez le Dr. Chênier et M. Robillard, de l'autre côté de la Rivière. Pour ce qui est de nos amis Irlandais de St. Colomban, ils occupèrent l'appartement qui servait dernièrement de magasin à M. Scott sur la place publique.

Ces détails paraîtront peut-être minutieux, mais ils sont nécessaires pour l'intelligence de ce qui va suivre On nous les pardonnera si l'on considère que ce n'est

pas d'une misérable querelle, d'une rixe, d'une émeute, dont nous avons à rendre compte, mais bien d'un combat régulier, où les deux partis ont fait manœuvrer et ont mesuré respectivement leurs forces. N'anticipons pas sur les faits, et tâchons de donner en aussi peu de mots que possible, une relation exacte d'une affaire aussi importante et qui fait le plus grand honneur à nos braves Canadiens.

Jeudi, le 13 au matin, Stephen Mackay, Ecuyer, Officier Rapporteur, vint ouvrir le Poll, et fut suivi des Candidats, qui se rendirent dans la salle publique, déjà remplie de Canadiens. On s'attendait que MM. Brown et Globensky seraient suivis de tous leurs partisans, qui devaient, disait-on, chasser tous les Canadiens du Poll et s'en emparer de force. On avait même vû la veille un corps d'Ecossais à cheval s'exercer d'avance au haut du Village, et, afin d'accoutumer les chevaux aux évolutions nécessaires pour forcer et culbuter la multitude; les Globensky et autres dignes chefs d'une semblable expédition courraient au devant de ces animaux en brandissant de longs bâtons et jettant des cris, afin de les accoutumer au bruit et de leur faire braver les dangers auxquels ils devaient bientôt être exposés. Cependant d'autres avis nous portaient à croire que l'ennemi attendait de nouveaux renforts pour venir nous attaquer. En effet les Candidats Brown et Globensky ne furent suivis que des MM. Davis, Laronde, McVicar et peu d'autres de leurs amis, venant sans doute simplement pour faire une reconnaissance. Ces derniers ne purent pénétrer à travers la foule qui se trouvait au Poll, et il leur fut signifié, par quelques Canadiens, qu'on ne souffrirait au Poll aucun de ceux qu'on avait vu à St. André, à la tête d'assommeurs armés de bâtons, maltraiter les Canadiens paisibles et sans aucun moyen de défense. Néanmoins, il leur fut déclaré que, bien loin d'imiter les exemples de violences qu'ils avaient donnés à St. André, il ne leur serait fait aucun mal, et que quoique le Poll et des avenues fussent remplis de Canadiens, l'entrée en demeurerait entièrement libre à tous ceux qui voudraient venir voter, de quelque côté qu'ils fussent, qu'enfin ils pouvaient compter que la paix et la plus parfaite tranquillité y serait strictement gardée et maintenue, pendant la tenue du Poll et jusqu'à la clôture de l'Election. On

ajouta, à l'égard de M. Hubert Globensky, le seul d'entr'eux qui n'avait pas encore voté à St. André, qu'il pouvait passer librement, s'il voulait aller donner sa voix ; mais sur sa réponse négative, il fut obligé de se retirer, ainsi que les autres chefs d'égorgeurs que nous venons de nommer. Ces gens, qui s'étaient déshonorés à St. André, par leurs violences contre nos Canadiens, en furent quittes pour quelques huées qu'on ne put empêcher : ce fut là toute la vengeance que nos bons Canadiens tirèrent des outrages, qu'ils en avaient reçus à la première place de l'Election. Mais, en s'en retournant, ces Messieurs jurèrent qu'ils auraient encore leur tour et qu'ils reviendraient bientôt avec une force suffisante pour balayer entièrement les Canadiens du Poll. En effet, une estafette nous apportâ la nouvelle qu'ils leur était encore arrivé un parti de 169 Ecossais du haut du Comté, sans compter environ 45 hommes à cheval, tous bien armés. De notre côté il nous venait aussi de temps en temps des petits renforts. Nos habitans étaient obligés de prendre des chemins détournés pour ne point tomber dans les patrouilles de l'ennemi et éviter de passer trop près du fort, dont il était en possession. Ils arrivaient donc dans notre camp, dont nous avons donné tout à l'heure la des cription, se logeaient et se nourrissaient comme ils pouvaient. Dans la nuit du jeudi, un nommé Grignon, eût l'imprudence de s'écarter de notre quartier pour aller au haut du Village, à la recherche d'un cheval qui lui était échappé. Il fut malheureusement reconnu par les Globensky et leurs gens, cruellement maltraité et laissé pour mort. Ce fut dans cette même nuit que des gens logés dans une auberge du Village ayant lancé, par les fenêtres, des pierres sur des passans, qu'ils prirent pour des Canadiens, il s'en suivit une rixe dans la maison même, dont les croisées et les ameublements furent brisés.

Cependant les choses se passaient fort tranquillement au Poll, le jeudi et le vendredi jusqu'à l'ajournement, quoique les Candidats Brown, Globensky et leurs amis fissent tout en leur pouvoir pour tourmenter les Canadiens, lasser leur patience et les exaspérer, en inventant mille et mille misérables tracasseries pendant la tenue du Poll ; et surtout en exigeant de tous les voteurs, indistinctement et sans exceptions, les trois serments formulés par la loi. Inutilement leur fut-il représenté l'étrange

abus qu'ils fesaient de la loi, en exigeant de vieillards à cheveux blancs l'affirmation qu'ils avaient atteint leur âge de majorité ; en obligeant de grands et riches propriétaires de St. Eustache, bien connus de M. Globensky et même de son collègue M. Brown, le serment de qualification, &c. ; que de la part des Candidats populaires, cet acte religieux avait été respecté, et qu'à St. André ils ne l'avaient exigé que d'nn très petit nombre de ceux dont la qualification était notoirement et évidemment douteuse, et de quelques-uns de ceux que les Candidats opposés avaient fait venir, en grand nombre, de Gore et du Comté voisin. Tout cela fut sans effet, et il était constant que nos ennemis voulaient employer tous les moyens pour conserver une majorité qu'ellequelle fût, en traînant le Poll en longueur jusqu'au mardi suivant ; jour où M. l'Officier Rapporteur avait annoncé qu'il clôrait définitivement l'élection et proclamerait dûment élus ceux qui auraient alors la majorité. Il fut donc impossible aux Canadiens, qui étaient en nombre plus considérable qu'à aucune élection précédente, de donner leurs voix ; et de mille votes, qu'on aurait pu prendre jeudi et vendredi, il n'en fut donné que 258 ; en sorte qu'à l'ajournement de vendredi soir, l'état des suffrages était comme suit :

Messsrs.	Girouard,	674.
	Scott,	673.
	Brown,	706.
	Globensky,	698.

Trente et quelques voix suffisaient donc de notre part pour obtenir le lendemain la majorité, et nous en avions encore un nombre très considérable. Nos adversaires s'étaient épuisés à St. André, et il ne leur en restait, tout au plus, que quelques-unes que nous pouvions plus que surpasser. Le seul parti qu'ils avaient à prendre était donc de mettre leurs menaces à exécution, en renvoyant de force la foule des Canadiens qui restaient pour voter, et qui remplissaient les lieux que nous avons décrits, où ils demeuraient constamment et avec une patience à toute épreuve. Néanmoins quelques-uns d'entre ces derniers, indignés de ces vexations, les reprochèrent vivement aux Candidats qui en étaient les auteurs ; on craignit que ceux-ci ne fussent l'objet de quelques mauvais traitemens, ce qui fit qu'à l'ajournement, un grand parti de nos élec-

teurs les reconduisirent jusqu'à leur demeure. M. Girouard, qui jusque là avait été empêché par maladie de se trouver au Poll, s'y rendit le second jour et se joignit à M. Scott pour protéger leurs adversaires et prévenir que, par une juste vengeance, ils ne reçussent quelques-uns des mauvais traitemens qu'ils avaient prémidités, provoqués et encouragés à St. André, contre nos bons et paisibles Canadiens.

Le vendredi soir, un bon nombre de Canadiens et d'Irlandais étant donc allés, comme la veille, reconduire M. Brown, furent à peine de retour, qu'un courrier vint en toute hâte les avertir qu'ils allaient être attaqués par un parti d'hommes à cheval, et par tous les gens de Brown et de Globensky, qui venaient pour écraser les Canadiens et les chasser du Village.

En effet, nos Canadiens et Irlandais avancés, n'ont que le temps de se replier un peu sur la place publique, la trompette sonne l'alarme et dans un instant ils sont joints par tous ceux qui étaient restés en arrière. On se forme du mieux qu'on peut pour recevoir la charge de l'ennemi, précédé d'un corps de Cavalerie d'environ une quarantaine, tous armés de bâtons, de lances, de bayonnettes, de pistolets et autres armes. De notre côté nous n'étions pourvus que de quelques bâtons et de pierres que nos amis Irlandais avaient eu la précaution de tenir prêts.

Bientôt on apperçoit l'ennemi s'avançant avec célérité, et sa cavalerie en tête menaçant de nous écraser; la grande rue du Village se remplit en un instant de ces *guérillas* d'une nouvelle espèce. Mais à peine sont-ils arrivés à une porté de jet de la place publique, qu'une grêle de pierres, lancées avec roideur et adresse par nos gens, arrête tout à coup leur marche, fait faire volte face à plusieurs Cavaliers, en renverse et culbute un bon nombre, dont quelques-uns ont l'audace de revenir encore à la charge. Ce fut à cet instant que nos Canadiens et leurs bons amis les Irlandais, laissant la défensive, se précipitent avec intrépidité sur l'ennemi, attaquent de front la Cavalerie, dont il démontent plusieurs hommes, et forçent les autres à abandonner leur ligne, courant sur l'infanterie qu'ils enfonçent et qu'ils obligent à prendre la fuite; bientôt la déroute fut bientôt complète. Il eut été alors facile d'en avoir bon marché et de les chasser entièrement du Village; plusieurs Irlandais et Canadiens

voulaient continuer la poursuite de l'ennemi, mais on les en détourna en leur fesant entendre que notre but était rempli; que nous n'avions nullement l'envie de nous venger, que nous nous contentions de rester seulement sur une juste défensive, et que c'était bien assez déjà de nous être trouvés dans la dûre nécessité de repousser la force par la force. Malgré cela, deux Irlandais s'étant trop avancés furent surpris par l'ennemi et laissés comme mort. L'un n'a cependant été blessé que légèrement, ayant eu la présence d'esprit de simuler le mort, pour éviter d'être assommé: l'autre, après avoir été pansé, ne paraît pas avoir reçu de blessures dangereuses. C'est tout ce que nous avons à déplorer de notre côté, à part de quelques contusions et meurtrissures légères. Nous ne connaissons pas encore au juste la perte de l'ennemi. On a appris que plus d'une vingtaine avaient été grièvement blessés dans cette action, et nous ne savons si le bruit qui court, qu'ils ont enterré secrètement ou emporté deux hommes morts à quelque certitude. Le Capitaine Sexton, dont nous avons déjà parlé, courut grand danger, et fut sur le point d'être pris par l'ennemi. S'étant attaché à la poursuite de John Earle, et l'ayant de nouveau renversé de son cheval et abattu à ses pieds, Earle rassemblant ce qui lui restait de forces, embrassa étroitement une des jambes de Sexton, et cria à ses gens d'accourir à lui. Dans ce moment Sévère Dumont vint avec un bâton pour assommer Sexton; mais celui-ci réussit à se dégager, et ayant été joints par quelques Canadiens, Dumont s'enfuit avec Earle. Plusieurs casques, bâtons, bayonnettes et autres armes et équipemens sont tombées entre les mains de nos gens, qui les gardent comme des trophées et des marques de leur victoire. Nous n'avons voulu faire aucun prisonnier: on s'est contenté de retenir et de garder à vue deux espions qui furent surpris dans la nuit du même combat.

On appris dans la même nuit, par un transfuge, que l'ennemi attendait des renforts, et qu'il pourrait bien revenir à la charge. On sut aussi que les Ecossais avaient mis à leurs habits des bouts de ruban blanc, tels qu'en portaient nos amis Irlandais, afin que les Canadiens ne les confondissent pas dans la mêlée avec les Orangistes. Nous fimes donc prendre à nos Irlandais des bandelettes d'une autre couleur. On avait à appréhender aussi que l'ennemi n'employât quelque ruse, et ne nous prit en tête

et en queue; ou, qu'en entraînant à sa poursuite le gros de nos forces, il ne vint par les derrières s'emparer de la place publique et de la maison du Poll; mais il avait été pris des mesures à cet effet. D'abord la tête du pont de la Petite Rivière était bien gardée et l'ennemi avait un trop long circuit à faire pour nous tourner de ce côté; du côté de la grande rivière, on s'était mis à l'abri de toute surprise. Outre cela, nos Irlandais avaient pratiqué, dans la clôture de la maison où ils étaient logés, des meurtrières donnant sur la grande rue du Village, de manière qu'un très petit corps de réserve pouvait, en cet endroit, beaucoup incommoder l'ennemi.

Ces précautions une fois prises, nous demeurâmes sans inquiétudes. Toute la nuit nous fumes néanmoins sur le qui-vive, et la trompette sonnait de quart d'heure en quart d'heure; tant pour avertir l'ennemi que nous fesions bonne garde, que pour tenir nos gens éveillés. A l'égard de ceux-ci, ils n'avaient nullement envie de dormir, car ils étaient si joyeux de leur victoire, qu'ils passèrent toute la nuit à jeter des cris et à chanter des chansons de guerre, même à danser au clair de la lune sur la place publique au son d'un fifre et d'un violon.

Il s'en fallait de beaucoup, comme nous l'avons su ensuite, que nos ennemis fussent aussi tranquilles et aussi joyeux. Ils passèrent cette nuit dans des inquiétudes et des trances mortelles, craignant que nous n'allassions à notre tour les attaquer et exercer une juste vengeance. Mais outre cette terreur, on nous a aussi rapporté que nos bureaucrates du Village, les Globensby, Odoherty, Bourés, Bellefeuille, et Cie. s'étaient trouvés, pour ainsi-dire, entre deux feux; car après le combat, les Ecossais et Orangistes, venus de la partie supérieure du Comté, honteux autant qu'enragés de leur défaite, la reprochèrent amèrement à nos bureaucrates. " Vous nous aviez " fait entendre, leur disaient-ils, que vous aviez beau- " coup d'amis dans cette paroisse, que le Curé même " était de votre parti; que vous pouviez compter sur " les trois quarts des habitans respectables. Vous êtes " des perfides: vous nous avez trahis. Vous n'avez ici " avec vous que des gredins qui nous embarassent les " jambes, au lieu de nous aider. Tous les Canadiens " sont contre vous, et vous ne pouvez vous procurer " une seule voix, etc." Peu s'en fallut donc qu'ils ne

se vengeassent de leur déroute sur ces pauvres gens. Quelques-uns de ces hommes, ainsi abusés par nos ennemis, mouraient de faim et de fatigue, n'ayant rien pris depuis le matin, et ayant encore une longue traite à faire pour regagner leurs domiciles. Plusieurs, pendant la nuit et le lendemain, frappèrent à la porte de nos Canadiens pour leur demander les secours de la bienfaisance ; ceux-ci, avec cette noblesse d'âme qui est leur apanage, ne les repoussèrent point, et l'on vit les victimes désignées donner le pain de l'hospitalité aux troupes de l'ennemi vaincu. Ce touchant exercice des principes religieux et de l'oubli des injures, fit verser des larmes aux malheureux qu'on avait voulu égarer ; on les entendait s'écrier : " Combien ces gens nous ont-ils trompés, ils " nous disaient que les Canadiens étaient des monstres " altérés de notre sang, qu'ils voulaient nous chasser du " pays, incendier nos maisons, nous réduire à l'esclavage, " et qu'il fallait les exterminer. Eh ! ce sont ces mêmes " Canadiens qui maintenant nous tendent la main, tandis que ceux qui nous excitèrent, qui nous soulevèrent, " qui nous promirent de pourvoir à nos besoins, nous " abandonnent lâchement !.....Ah ! ces hommes méritent " tous nos mépris, et vous Canadiens, vous avez droit à " toute notre admiration." Il nous manque sans doute beaucoup d'autres détails qui pourraient intéresser, mais n'ayant point eu de communications avec le camp ennemi, c'est tout ce que nous en avons pû apprendre de certain jusqu'à présent

Le lendemain matin, à l'heure fixée pour l'ouverture du Poll, l'Officier Rapporteur s'y rendit, et le trouva rempli d'électeurs qui attendaient depuis longtemps pour donner leurs voix aux Candidats populaires ; plusieurs d'entr'eux ayant déjà faits divers voyages à la première place du Poll, sans avoir pu voter. Pendant que l'Officier Rapporteur écrivait sur son livre la date et l'heure de l'ouverture, arriva M. Brown, seul, qui dit : " M. " l Officier Rapporteur et Messrs. les électeurs, je viens " ici publiquement vous déclarer que je me désiste." Néanmoins M. Girouard et M. James Scott, pour son frère, M. W. H. Scott, requièrirent l'Officier Rapporteur de prendre les voix des électeurs qui se présentaient en grand nombre, et demandaient qu'on reçut leurs suffrages. L'Officier Rapporteur n'en voulut rien faire, et en

ce moment il reçut deux lettres qu'il lût à part soi, et sans vouloir entendre ce qu'on lui disait, il ordonna le silence, et déclara à haute voix que Messrs. Brown et Globensky s'étant retirés et désistés, comme il paraissait par leurs lettres qu'il venait de recevoir et qu'il allait annexer à son livre de Poll, (mais dont il ne donna pas communication aux électeurs,) il proclamait dûement élus Messrs. Girouard et Scott. Alors M. Girouard fit tous ses efforts pour engager M. l'Officier Rapporteur à procéder à prendre des voix : il ne put y réussir et, montant sur une tablette auprès de lui, il protestâ hautement, en s'adressant à la foule d'électeurs présens, contre la conduite de cet Officier, et dit qu'il y avait plus de 500 électeurs prêts à donner leurs voix, (cris de oui, oui, oui.) Que l'Officier Rapporteur ne devait pas se refuser à leurs justes demandes,et avoir ainsi l'air de conniver avec M. Brown et l'autre Candidat, *son beau-frère*. Que ces deux Candidats se voyant déçus à St. Eustache, où les Canadiens n'en voulaient pas, feignaient de se retirer sous prétexte qu'ils ne pouvaient faire approcher leurs voteurs du poll, comme ils l'avaient déjà hypocritement dit dans leur protêt de la veille, signifié par M. Laronde, et signé, Brown, Globensky, Hubert Globensky, M'Vicar, M'Lean, M'Cargo et Bellefeuille. Que n'ayant pas pû massacrer les Canadiens, dans leur attaque d'hier au soir, ni les chasser du Village, ils ne pouvaient se dissimuler que la majorité illégale et factice qu'ils avaient obtenue à St. André par toutes sortes de moyens, allait bientôt s'évanouir par plus d'un millier de votes patriotes qu'il y avait encore à donner, si l'on avait le temps de les prendre. Que voulant se ménager les moyens de contester l'élection ou de donner à sa clôture et à leur retraite, une tournure qui leur fut favorable, ils se retiraient, ayant encore une majorité de 32 voix. Qu'on verrait sans doute sur les Gazettes Anglaises et de leur parti, une jolie histoire à ce sujet, etc.....et que c'était se créer des troubles qu'on pouvait éviter en accédant aux demandes des seuls Candidats restants, et du grand nombre d'électeurs étant prêts à voter.

L'Officier Rapporteur demeura sourd à tout ce qu'on put lui représenter, ainsi qu'aux cris des électeurs qui insistaient pour qu'il restât au poll et qu'il enrégistrat leurs votes. Il sortit, mais ils s'en saisirent pour l'y

ramener. Il avait beau leur dire : " Mes petits amis, " n'ayez aucune crainte, vos Candidats sont dûment et " légalement élus, je vous en assure. Je vais leur don- " ner tout de suite leurs commissions ou endentures, et " je vous proteste que leur élection ne peut être annullée," les électeurs s'abstinaient toujours à le ramener au poll, quand M. Girouard, apprenant l'état où il se trouvait, accourut à son secours, et pria les électeurs de le laisser aller ; qu'on avait certainement raison de se plaindre de cet officier, mais qu'il y avait un autre moyen de le punir, et qu'il s'opposait à ce qu'il lui fut fait la moindre insolence. Il pût donc s'en aller tranquillement chez lui, d'où il revint, peu après, apporter à Messrs. Scott et Girouard, l'acte de leur élection en dûe forme.

Les électeurs voulurent alors porter en triomphe les Candidats élus ; mais ceux-ci s'y refusèrent, et consentirent seulement à aller à pied faire le tour du Village. Ils partirent donc de la maison de M. Scott, formant une ligne de front avec ceux de leurs amis qui avaient pris la part la plus active dans cette élection, précédés par un trompette et deux lignes de jeunes gens portant des drapeaux ; dont l'un était attaché à l'une des baïonnettes prises sur l'ennemi par M. Coursolles, dans le combat de la veille ; plus de mille électeurs suivaient en foule cette procession, qui fit le tour du Village, laissant de temps en temps éclater sa joie par des *houras* et des cris de victoire, s'arrêtant aux portes des principaux citoyens patriotes qui, malgré la corruption de leurs voisins du même Village, avaient eu le courage de prendre une part active dans la lutte qui venait de finir, et entr'autres Messrs. Berthelot, Féré, Chénier, Robillard, Lavallée, Bouffard et Ducharmes. Ils reçurent les félicitations de leurs compatriotes, et furent publiquement remerciés des services qu'ils avaient rendus à la bonne cause. Mais c'est surtout au Dr. Chenier que les électeurs témoignèrent combien ils étaient satisfaits de sa conduite active et infatigable, et de sa bravoure dans le combat ; tandis que sa Dame, digne fille de feu le Dr. Labrie, n'avait cessé nuit et jour d'accueillir dans sa maison les habitans éloignés qui venaient par centaines lui demander gîte, n'y ayant aucune auberge d'ouverte aux Canadiens dans le Village. Ils exprimèrent publiquement leur reconnaissance à cette Dame, pour les soins obli-

geans et empressés qu'elle avait pris d'eux pendant cette élection.

Il serait trop long de rapporter tout ce qui s'est dit, tout ce qui s'est fait d'intéressant dans cette mémorable affaire, et de nommer tous ceux qui s'y sont distingués, ou qui furent l'objet des félicitations et des louanges publiques pendant le triomphe, où plusieurs discours furent prononcés en différens endroits du Village par Messrs. Scott, Girouard, Cherrier et autres. Dans l'un de ces discours, nous nous rappelons avoir entendu M. Girouard dire, en parlant de ceux qui s'étaient le plus distingués dans le combat, et en en voyant devant lui plusieurs qui portaient encore des marques de leurs blessures. " Braves Canadiens, vous avez vaincu vos ennemis, vous " pouvez vous énorgueillir de cette victoire et des honorables blessures que vous avez reçues à St. André. " Vous avez souvent entendu se vanter les guerriers de " l'Europe de celles dont-ils portaient les cicatrices; " mais où les avaient-ils reçues? Le plus souvent en " combattant pour un maître, et dans des guerres en- " treprises par l'orgueil d'un Roi, la fantaisie d'un tyran, " ou pour des querelles entre les familles des potentats " surannés du vieux continent. Pour vous, vous avez " défendu avec courage et avec une patience à toute " épreuve la noble cause de la liberté. C'est pour vos " enfans, pour la conservation de vos droits, de vos " propriétés, de vos ~~[illegible]~~ et de notre nationalité " que vous avez combattu vaillamment. Vous pouvez " à bien plus justes titres être fiers de votre victoire. La " Province applaudira à vos généreux efforts, et soyez " certains que l'on parlera longtemps de cette journée " mémorable. Votre patriotisme et votre courage sera " cité pour exemple dans tous les coins du pays. Mes " amis, notre politique n'est pas une chose bien difficile " à comprendre aujourd'hui: vous savez de quel côté " sont les ennemis acharnés de tout ce qui vous est cher. " Vous ne balancerez plus trop longtemps; on vous a " méprisés, on a mis en question votre intelligence et " votre valeur. Vous connaissez à présent vos forces." Il finit par faire des remercimens à nos amis Irlandais qui s'étaient si bien montré dans cette occasion, et fut suivi par M. Scott, qui, s'adressant particulièrement à eux, en langue anglaise, donna à ces braves enfans de l'Irlande,

à ces dignes fils d'Erin, à ces frères du grand patriote O'Connel, le défenseur des libertés de son pays et du monde entier, toutes les louanges qu'ils méritaient.

Ce fut un spectacle vraiment touchant de voir, en passant dans le Village, entre toutes les maisons des bureaucrates qui étaient fermées, celles des patriotes ouvertes, et les femmes et filles aux fenêtres et aux portes frappant des mains, et exprimant leur joie par les plus vifs applaudissemens.

Il ne faut pas oublier de dire que dans la matinée M. Coursolles ayant rencontré M. Brown, qui revenait du poll, où il avait donné sa démission, lui avait ordonné de vider dans une heure le Village de tout ce qui restait de ses gens, dont il paraît qu'une partie s'était déjà enfuie après le combat de la veille. Aussi n'en rencontrâmes nous pas un seul Quant aux Globensky, aux Mackay, Dumont, Bellefeuille, Doherty, Bourdés et autres bureaucrates du Village, ils se tinrent cois et cachés dans leurs maisons. Bien leur en prit de n'en pas sortir pour jeter des pierres sur nos bons habitans, comme ils l'avaient fait après l'assemblée du mois d'avril dernier. Une autre chose encore digne de remarque et qui fait le plus grand honneur aux électeurs patriotes, c'est qu'on n'en vit aucun pris de boisson pendant tout ce temps.

Enfin l'assemblée se dispersa, et les habitans de St. Benoit, avec plusieurs de Ste. Scholassique, reconduisirent Messrs. Girouard et Dumouchel jusque chez eux à St. Benoit ; où, en arrivant, on trouva toutes les maisons ornées de pavillons, et les femmes et les enfans sortant au-devant d'eux et s'empressant de les saluer par des houras et des cris de réjouissance.

CONCLUSION.

Dans les circonstances où se trouve actuellement le pays, les résultats de notre élection doivent être d'une importance majeure. Il n'y a plus à balancer. . . . l'heure est sonnée où les Réformateurs doivent s'unir et se lier étroitement pour se protéger eux mêmes contre ceux qui machinent depuis longtemps notre asservissement, politique. Espérons que l'exemple des patriotes du Comté des Deux Montagnes, sera suivi partout où les mêmes circonstances se rencontreront.

Nos ennemis travaillent avec un acharnement sans exemple à fomenter partout des haînes et des antipathies nationales. La scission qu'ils veulent opérer n'est pas à leur avantage, et ne peut faire que le malheur du pays. Pour nous nous réprouvons ces moyens de discordes Civiles, et Dieu nous est témoins que nous avons fait tous nos efforts pour les engager à fraterniser, et sympathiser avec nous. Nous désirons vivre heureux et tranquilles sous la protection puissante de la métropole. Mais nous voulons une protection impartiale et maternelle, et non les prédilections et les injustices d'une marâtre. Mais nous voulons conserver les institutions qui nous sont chères ; Mais nous voulons la réforme des abus, surtout dans les départemens corrompus du gouvernement et de l'administration ; Mais nous voulons une justice égale pour tous, et nous tenons fermement à ce que l'opinion publique soit respectée, et à ce qu'on n'insulte plus à la représentation du pays, en favorisant l'égoïsme et les systêmes exclusifs et violens. mis en pratique par une portion minime de la population.

Canadiens, quelque soit le lieu de votre naissance, et la langue que vous parlez. Aujourd'hui vos ennemis vous ont provoqués et vous ont donné l'occasion de montrer vos forces : vous connaissez à présent ce que vous valez : vous les décuplez. . . . Ils ont levé le masque, agissez en conséquence, et repoussez la force par la force, en vous tenant sur une juste défencive comme nos patriotes des Deux Montagnes.

Quant aux lâches qui sont parmi vous, et qui ont eu l'infamie de se joindre à nos ennemis ; quant à ces traîtes qui vivent au milieu de vous, des fruits de vos travaux, de vos soins, de vos peines ; à ces malheureux qui cherchent à égarer nos bons, nos vertueux Canadiens, sur leurs véritables intérêts, vous avez entre vos mains un moyen certain de les punir, et peut être de les obliger à se ranger avec la masse du peuple. Que les marchands, les notaires, et tous ceux qui exercent des professions qui les lient d'intérêt avec le peuple, et qui néanmoins l'abusent et le trompent, y prennent bien garde. Le peuple sent son importance et se vengera des injures qu'on lui fait. Il ne se laissera plus tromper impunément en donnant des armes contre lui. Ces ennemis du peuple éprouveront bientôt l'effet d'un conseil qu'un ami de son pays donnait aux électeurs lors de la clôture de notre élection. " *Vous avez vu tout ce qui s'est passé ; vous avez vu de quel côté se sont rangés plusieurs de ceux que vous faites vivre. Sachez donc à présent distinguer vos vrais amis d'avec ces serpens que vous nourrissez dans votre sein. Ne portez plus à manger à ceux qui veulent vous dévorer, et gardez vous bien désormais d'aller porter votre argent à ceux qui veulent vous vendre.*